



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 30 Mai 2012
Numéro 102

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)
Assad et Annan: divergences sur les priorités du plan en six points

An Nahar (Proche du 14-Mars)
Le massacre de Houla isole la Syrie. Annan: nous sommes au point de non retour

Al Akhbar (Quotidien de gauche)
Le plan d'assassinat de Berry. L'Occident torpille le plan Annan

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)
Berry: tous vont participer au dialogue

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)
L'Occident se décide enfin à griffer le régime de Damas

Al Watan (Quotidien indépendant syrien)
Le président Assad à Annan: le succès de votre plan dépend de l'arrêt des actes terroristes et de ceux qui les financent

Al Hayat (Quotidien saoudien)
L'Occident expulse les diplomates syriens en riposte au massacre

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)
La Maison Blanche: l'intervention en Syrie provoquera davantage de carnages

L'événement

Syrie: l'Occident enterre le plan Annan et brandit la menace militaire

Les pays occidentaux ont considérablement augmenté leurs pressions sur la Syrie en accentuant son isolement à travers l'expulsion de diplomates et en brandissant d'une manière explicite la possibilité d'une intervention militaire. Mais sur ce point, l'alliance occidentale émet des signaux contradictoires. Après que le secrétaire à La Défense, Leon Panetta, et le chef d'état-major des armées américaines, Martin Dempsey, eurent à plusieurs reprises indiqué que les Etats-Unis n'excluaient aucune option, y compris une intervention militaire, la France leur a endossé le pas, suivi par l'Australie. Toutefois, le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney, a déclaré mardi à Washington qu'une ingérence militaire étrangère en Syrie déboucherait sur davantage de chaos et de carnages. «Nous n'avons jamais exclu aucune option dans le règlement de la crise syrienne. Cependant, nous ne croyons pas que la militarisation de la situation constitue une décision appropriée. Nous sommes persuadés qu'un tel scénario conduirait à davantage de chaos et de sang (...) Nous espérons que les pressions exercées sur Bachar al-Assad feront leur effet», a déclaré M. Carney.

Pour sa part, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé que Moscou était préoccupée par les tentatives non-voilées de certains pays de torpiller le plan Annan en instrumentalisant les événements tragiques qui ont eu lieu dans le village de Houla. «Certains pays commencent à se servir des événements du 25 mai comme prétexte afin de prendre des mesures militaires tout en essayant de faire pression sur le Conseil de sécurité de l'Onu.

Apparemment, le plan Annan leur pose problème, car il vise non pas à remplacer le régime, mais à réunir les conditions pour la mise en œuvre des réformes nécessaires à un dialogue entre tous les Syriens», a souligné le chef de la diplomatie russe.

Ces positions diamétralement opposées augurent d'un nouveau bras de fer au Conseil de sécurité entre la Russie et la Chine d'une part, les puissances occidentales de l'autre, qui n'ont jamais réellement soutenu le plan Annan qui prévoit une solution politique basée sur le dialogue entre le régime et l'opposition. Une opposition qui a affirmé qu'elle ne se sentait plus liée par cette initiative.

De son côté, le président syrien Bachar al-Assad a déclaré mardi à Kofi Annan, que le succès de son plan de paix était inconcevable sans la victoire sur le terrorisme et l'arrêt de la contrebande d'armes, rapporte la télévision d'Etat syrienne. «Le succès du plan dépend de la fin du terrorisme, de ceux qui le soutiennent et de l'arrêt de la contrebande d'armes», a affirmé le chef de l'Etat syrien, qui a accusé des «gangs armés» d'être derrière le massacre de Houla, dans lequel ont péri la semaine dernière une centaine de personnes dont une cinquantaine d'enfants. Selon les observateurs internationaux, la plupart des civils tués à Houla ont été abattus par des balles tirées à courte distance, les autres étant décédés sous des obus d'artillerie. L'attaque contre Houla a eu lieu 48 heures avant la visite en Syrie de M. Annan, au cours de laquelle il devait examiner la possibilité de mettre sur les rails le volet politique de son plan. Ce qui n'est plus le cas actuellement, puisque ses entretiens ont porté sur le massacre de Houla et la possibilité de renforcer le cessez-le-feu.

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais indépendant

Des responsables sécuritaires ont reçu des informations crédibles sur l'arrivée au Liban d'une cellule d'Al-Qaïda pour exécuter des opérations terroristes susceptibles, si elles réussissent, de précipiter le pays dans l'enfer d'une grande discorde religieuse. Une partie de ces informations indiquent l'existence de préparatifs pour assassiner le président du Parlement, Nabih Berry.

Ces sources sécuritaires révèlent qu'entre le 1^{er} et le 3 mai, le responsable des relations externes d'Al-Qaïda, Ahmad Jamil, est arrivé au Liban en compagnie de l'un de ses principaux adjoints, Abdallah H. (grand de taille, blanc de peau, porteur d'une fausse pièce d'identité du nom d'Ahmad Hussein Akl). Le but de cette visite était de préparer une série d'opérations, les plus importantes étant l'assassinat de Berry, l'examen de la possibilité d'assassiner le pape Benoît XVI lors de sa visite au Liban en septembre, l'exploration de sites religieux chrétiens au Mont-Liban et au Nord, et la préparation d'assassinats de personnalités politiques et religieuses chiites et chrétiennes.

Quelques jours plus tard, d'autres informations ont indiqué que le Saoudien Majed al-Majed (résident au Liban et l'un des adjoints d'Ahmed Jamil) a avisé les Palestiniens Abdel Majid Azzam et Toufic Taha qu'un autre dirigeant d'Al-Qaïda, cheikh S.A. (de nationalité tunisienne) est arrivé au Liban en provenance de Turquie. Le but de sa visite est d'assurer des lieux d'hébergement sûrs pour des éléments professionnels de l'organisation attendus au Liban. Il les a informé que le cheikh tunisien, qui avait d'étroites relations avec Abou Missaab Al-Zarquoui, était accompagné de quatre membres d'Al-Qaïda.

La première activité d'Ahmad Jamil a eu lieu quelques jours plus tard. Il a tenu une réunion avec Amine Chéhabé, Ziad Abou Nahnah, Toufic Taha, Mohammad Haitham el-Chaabi, Mohammad Arifi, Majed Majed et Abdel Majid Azzam, pour leur lire une lettre du leader d'Al-Qaïda, Ayman Zawahiri. Celui-ci les a informé que l'organisation avait décidé d'intensifier ses activités au Liban et qu'il est demandé de prendre le contrôle d'une zone géographique dans le pays. Il leur a dit que leur émir provisoire est Majed Majed en attendant que Zawahiri nomme un émir pour bilad al-Cham (Syrie et Liban). Autre instruction: faire circuler des rumeurs sur le fait que les membres d'Al-Qaïda ont quitté en masse Aïn el-Héloué, afin de mettre le camp à l'abri des regards. Et effectivement, des informations ont circulé dans la presse sur l'exode de 7 membres de l'organisation vers la Syrie. Mais il ne s'agissait que d'un petit groupe. Zawahiri ajoute qu'il va dépêcher au Liban des hauts cadres de l'organisation spécialistes en explosifs, en falsification de documents et en formation militaire. Effectivement, dans la seconde moitié de mai, sont arrivés au Liban deux chefs d'Al-Qaïda: le saoudien Achraf A. et le Marocain Mohammad D., pour une mission d'entraînement.

As Safir

Une source officielle libanaise a indiqué que la surveillance des pèlerins libanais enlevés à Alep la semaine dernière a commencé au Liban, avant leur voyage en Iran via la Syrie et la Turquie. Mais les ravisseurs ont sciemment exécuté leur opération sur le trajet du retour et non pas à l'aller, pour faire une diversion politique et brouiller les pistes sécuritaires. La source officielle, qui a refusé d'entrer dans les détails des informations qu'elle possède, a indiqué que l'enlèvement des pèlerins est prémédité et planifié. «L'objectif est de plonger le Liban dans un conflit sectaire, après que les données aient montré que le climat est désormais propice», ajoute-t-elle. La source officielle ajoute qu'un pays européen a demandé au Tribunal spécial pour le Liban (TSL) d'enquêter sur les noms des onze pèlerins enlevés. La réponse du TSL était qu'aucun des noms ne fait partie des personnes recherchées.

Un pays européen s'est désengagé de l'affaire des otages après avoir joué un rôle positif au début, poursuit la source, qui estime que le fait que Saad Hariri se soit retiré de la médiation ne signifie pas qu'il n'a des responsabilités dans cette affaire.

ILS ONT DIT...

Michel Sleiman, président de la République libanaise

“Malgré les circonstances exceptionnelles et le caractère délicat de sa tâche, nous parions aujourd'hui sur le rôle de l'armée. Des erreurs peuvent être commises aussi bien par les forces régulières que par la population. L'armée n'a pas besoin d'un avocat de défense. Son commandement est sage et la politique de sacrifices et de loyauté qu'elle suit est une constante. Nous ne devons pas laisser les complots qui n'ont pas pu atteindre leurs objectifs en temps de guerre réussir en temps de paix. Une des obligations de l'institution militaire est de protéger la différence et le pluralisme, et de barrer la voie au chaos. Personne ne peut mettre l'armée dans une situation de confrontation avec n'importe quelle communauté ou groupe. Toute atteinte à la troupe est un prélude à la discorde, au chaos et au succès du complot ourdi contre le pays.

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars)

“En apparence, le dialogue est quelque chose, en réalité c'est toute autre chose. Dans les circonstances actuelles, le dialogue est une pure perte de temps. Il fait diversion des défis auxquels nous sommes confrontés et aux problèmes causés par ce gouvernement.

Fayçal Karamé, ministre de la Jeunesse et des Sports

“Ils ont beau essayer de nettoyer Samir Geagea et de le blanchir, il restera à nos yeux et pour la justice l'assassin de l'ancien Premier ministre Rachid Karamé.

Le prince saoudien Mokren achète un terrain à Dlehta

Selon le quotidien An Nahar, le prince saoudien Mokren Ben Abdel Azizi, chef des services de renseignements du royaume, a acheté une parcelle de terrain de 7700 mètres carrés dans le village de Dlehta, au Kesrouan. Les formalités indiquent que le prince compte construire une villa dans cette région. Les habitants, qui ont passé un pacte d'honneur entre eux de ne pas vendre leur terrains à des non-libanais, ont été surpris par cette transaction, précise le journal.

Les évêques maronites appuient le dialogue

Les évêques maronites ont dénoncé des tentatives d'alimenter les tensions sectaires au Liban dans le but d'entraîner le pays vers une nouvelle guerre civile. Ils ont aussi mis en garde contre l'implosion de l'Armée libanaise, appelant à tenir l'institution militaire à l'écart des conflits communautaires. Les évêques maronites, réunis dans le cadre de leur rencontre mensuelle, ont appelé à répondre à l'appel au dialogue du président Michel Sleiman «sans conditions préalables».

Assange débouté par la justice britannique

La Cour suprême, plus haute juridiction britannique, s'est prononcée mercredi sur l'extradition de Julian Assange, jugeant que le créateur de Wikileaks peut être extradé en Suède. Il s'agit là de l'épilogue d'une saga judiciaire de près de 18 mois au Royaume-Uni qui ne laissera plus à Assange d'autre recours que la justice européenne.

An Nahar

Sarkis Naoum, journaliste libanais bien introduit aux USA

Le responsable américain chargé de certains dossier du Moyen-Orient au sein de l'administration ne cache pas son mécontentement à l'égard du 14-Mars. Il déclare à ce sujet: «Ce qui me dérange le plus, c'est que le 14-Mars est faible, ne planifie pas et est divisé. Certains de ses chefs ne se parlent même pas, malgré les réunions occasionnelles qu'ils organisent. Certes, si le régime syrien tombe, ses petits alliés seront affaiblis, voire disparaîtront. Mais le Hezbollah et le Courant patriotique libre resteront forts, à cause des armes et de la popularité. Il y aura en face d'eux le Courant du futur et le 14-Mars. Que feront ces derniers? Ils n'ont pas de plan pour faire face à la situation économique et financière, ni aux développements à venir. Cela fait un an qu'on leur parle de toutes ces questions. Ils nous disent: 'Assad va tomber et lorsqu'il sera renversé tous nos problèmes seront réglés. Nous serons capables de mettre le Hezbollah dans un coin où de lui imposer nos conditions'. Les gens du 14-Mars ne savent pas ce qui se passe. Est-il possible que le leader du Futur, Saad Hariri, soit en vacance depuis un an. Il a peur des menaces qui pèsent sur sa vie. Il a raison. Mais c'est le Liban tout entier qui est menacé. Il doit revenir».

Le responsable américain exclu une intervention étrangère en Syrie. «Une éventuelle intervention militaire en Syrie est difficile car ce pays possède une aviation, une défense antiaérienne et des armes chimique. Ils utiliseront tout ce qu'ils possèdent s'ils sont attaqués (...), dit-il. Après l'appel du sénateur John McCain à une intervention militaire en Syrie, les dirigeants américains ont essayé de rassurer les Américains et le monde que l'option militaire reste exclu. Mais les pays arabes ont accepté d'armer les rebelles».

Ria Novosti (Agence de presse russe)

Andreï Mourtazine

Les événements de Houla pourraient servir de prétexte à une ingérence militaire directe des pays de l'Otan et des monarchies du Golfe dans le conflit syrien. Le bain de sang de Houla a précédé de deux jours la visite à Damas de Kofi Annan, émissaire spécial du secrétaire général de l'Onu. Les diplomates russes ont justement mis en évidence ce fait au cours des discussions au Conseil de sécurité des Nations unies.

La Russie ne s'empresse pas de rejeter la responsabilité sur l'une des parties en conflit en partant de l'idée qu'il s'agit d'une provocation bien préparée. «Nous ne pouvons pas admettre que ces meurtres aient été commis dans l'intérêt du gouvernement syrien à la veille de la visite de Kofi Annan», a déclaré aux journalistes Alexandre Pankine, premier adjoint de l'ambassadeur russe à l'Onu. Selon le diplomate russe, «le massacre profite à ceux qui appellent à la lutte armée dans le but de saboter le processus de paix.» M. Pankine n'a pas exclu non plus l'implication éventuelle de services de renseignement étrangers.

Les pays occidentaux estiment au contraire que le bain de sang a été perpétré par l'armée syrienne qui ne prend pas de gants avec les islamistes de l'opposition. Le général Robert Mood, chef de mission d'observateurs de l'Onu en Syrie a déclaré que «les circonstances de la tragédie [n'étaient] pas claires et [faisaient] objet d'une enquête.» Le général a noté par ailleurs que l'armée syrienne utilisait l'artillerie et les blindés dans sa lutte contre l'opposition armée.

En fait, les efforts de l'Onu pour pacifier la Syrie étaient d'entrée de jeu voués à l'échec. Selon les règles de l'Onu, une opération de maintien de la paix commence par la mise en place d'un cessez-le-feu réel, ensuite les observateurs débarquent dans le pays avec l'accord de toutes les parties en conflit pour être déployés le long de la ligne de séparation des belligérants. En Syrie, il n'y avait vraiment ni cessez-le-feu, ni ligne de séparation. Or, les observateurs ne sont pas armés. Ainsi ils ne séparent pas les belligérants mais ne font que recenser les foyers de confrontation qui se multiplient.